

1000 !!!

UNE MOBILISATION EXCEPTIONNELLE a rassemblé à Paris ce 19 novembre près d'un millier de manifestants de toute la France, DOM compris et de tous horizons : INRAP, SRA, services archéologiques de collectivités territoriales, CNRS, Universités, personnels du privé... Partout en France, sur leur lieu de travail, les défenseurs du service public de l'archéologie ont manifesté leur solidarité avec la manifestation parisienne.



Grande première sur les sujets d'archéologie, après la manifestation, une délégation a été reçue rue de Valois par Madame Engel, directrice de Cabinet de la ministre. D. Guérin, conseiller social, I. Maréchal, adjointe au directeur général du Patrimoine, M. Drouet, directeur de la sous-direction de l'archéologie et M. Thyss, secrétariat général du MCC, étaient également présents.

Le Ministère a pris la mesure de cette mobilisation, que la Directrice de Cabinet juge incontestable. Après rappel des revendications portées par la délégation intersyndicale (fin de la mise en concurrence commerciale, création d'un véritable pôle public de l'archéologie), la délégation a souligné l'absence totale de dialogue avec le Ministère sur les attendus des réformes en préparation et sur le volet archéologie de la loi Patrimoine : à aucun moment il n'a été possible, depuis le changement de majorité, d'aborder sur le fond le moyen de sortir l'archéologie du système libéral introduit en 2003. Le sujet a toujours été tabou, de la même manière, il n'a jamais été possible d'avoir un bilan social de la mise en concurrence. Ce soir les archéologues des sociétés privées présents dans la délégation ont apporté le témoignage poignant de la gravité de la situation et des méfaits du dumping social.



Un pied dans la porte !

La directrice de Cabinet s'est engagée à produire dans les 24 heures un communiqué précisant les engagements du Ministère en réponse à ce puissant mouvement de mobilisation. Le 14 janvier, la ministre présentera son projet de loi Patrimoine. D'ici là, le ministère s'engage à mettre en place un cycle de réunions avec l'intersyndicale afin de confronter les propositions du ministère et celles des organisations représentatives des personnels. La directrice de Cabinet s'est engagée à ce que tous les sujets soient traités sans tabou !!

Il nous aura fallu bientôt 18 mois et une manif monstre pour obtenir simplement le droit de discuter !!

L'intersyndicale appelle les personnels à amplifier la mobilisation contre ce ministère qui, derrière une volonté affichée de dialogue, n'a pas le courage de mener, dans l'intérêt général, les réformes rendues nécessaire par les dérives du système actuel.

Aujourd'hui, les archéologues ont démontré que le courage, l'engagement et la mobilisation pouvaient s'opposer à la lâcheté politique et à l'indigence des propositions de ce gouvernement.



Paris, le 19 novembre 2013.